

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

États-Unis

Des entreprises pressent le Congrès de relever le plafond de la dette

Le plafond de la dette est de nouveau en vigueur depuis le 1er août mais sans un... • (Page 08)

Nouveauté

Le télétravail haut de gamme débarque

Les géants de la tech proposent des produits hauts de gamme pour mélanger... • (Page 08)



Rapport de la Banque mondiale

• (Page 03)

« Doing Business », stop et fin...



Financement d'entreprises

• (Page 04)

Access capital finance ouvre ses portes aux PME/PMI

Vié des entreprises

Le SNEBTPT veut adhérer au patronat

Une séance de travail s'est tenue, vendredi 17 septembre 2021 à Lomé entre le Conseil National du Patronat du Togo (CNP-Togo)... • (Page 02)

Anti Covid-19

Le Togo accélère la vaccination

A l'occasion de la réception d'un nouveau lot de 101760 doses de vaccins AstraZeneca offert par l'Allemagne, le gouvernement togolais... • (Page 04)

Entreprenariat

Appel à candidatures du GCA et de la BAD

Le Centre mondial d'adaptation (GCA) et la Banque africaine de développement (BAD) ont lancé un appel à candidatures pour la première... • (Page 06)

Micro et Méso Finance au Togo

SOGEMEF ouvre une agence à Kpalimé

Le Président du Conseil d'Administration de la Société Générale de Micro et Méso Finance (SOGEMEF)... • (Page 11)

Togocom

**TOGOCOM
CHANGE
POUR VOUS**

Vie des entreprises

Le SNEBTPT veut adhérer au patronat

Une séance de travail s'est tenue, vendredi 17 septembre 2021 à Lomé entre le Conseil National du Patronat du Togo (CNP-Togo) et une délégation du Syndicat National des Entrepreneurs du Bâtiment et des Travaux Publics du Togo (SNEBTPT) conduite par son président, Hervé PIZA. Occasion pour les professionnels du BTP d'entamer les démarches nécessaires afin d'intégrer le patronat.



● Le président du patronat, Coami Sedolo TAMEGNON et Hervé PIZA, président du SNEBTPT

● Joël YANGLLO

En présentant les raisons qui ont conduit à la demande d'affiliation, le Président du SNEBTPT a évoqué les nombreuses difficultés auxquelles sont confrontés les acteurs du BTP au Togo et surtout du manque de confiance en leur capacité à mener à bien des projets d'envergure pour l'Etat togolais. C'est donc avec une ferme intention de porter haut les besoins de leur corporation que le syndicat frappe à la porte du CNP-Togo. La demande a été cha-

leureusement accueillie par la faïtière des organisations professionnelles du Togo au nom de son Président, Coami Sedolo TAMEGNON. Il a salué les membres du SNEBTPT pour la confiance qu'ils placent en la faïtière. Il leur a également fait part du fait qu'il existe déjà au sein du patronat une organisation du même genre, à l'instar du Groupement National de Entreprises du Bâtiment et des Travaux Publics (GNEBTP). Le nouvel adhérent pourrait donc s'unir à cette dernière pour parler d'une seule voix pour l'amélioration des

conditions des acteurs de ce secteur clé de l'économie, a-t-il souligné. Poursuivant ses propos, Monsieur TAMEGNON leur a souhaité la bienvenue au Patronat en émettant le vœu que ce syndicat puisse œuvrer véritablement auprès de la faïtière pour relever le défi d'un secteur privé fort et porteur de croissance. Le Syndicat a obtenu ce jour l'accord de principe pour son adhésion. Cependant sa demande sera étudiée par le Conseil d'Administration qui devra en dernier recours entériner son affiliation.

Marché financier régional

Le Togo lève 66 milliards FCFA en obligations de long terme

Le Togo vient de mobiliser 66 milliards FCFA à travers deux obligations de relance simultanées sur le marché financier régional. Sur 60 milliards FCFA recherchés, le pays s'est vu servir un peu plus de 153 milliards FCFA par la communauté des investisseurs.

Un taux de souscription de 255% qui reflète non seulement la confiance dans les titres togolais, mais aussi un marché à flot. Les fonds mobilisés devraient servir à financer le plan de relance du gouvernement dans le contexte particulier de la Covid-19. Cette levée de fonds porte à plus de 502 milliards FCFA, le montant total levé par le Tré-



sor public togolais depuis le début de l'année. Notons que de maturités 7 et 10 ans, les deux emprunts sont assortis

d'un taux d'intérêt annuel fixe de 5,9% et 6,1%.

Avec Togo First

AUX DECIDEURS...

Bonne nouvelle pour les politiques

La chute du rapport Doing Business de la Banque mondiale reflète les limites de l'application de classements standardisés pour mesurer la performance économique des pays. Conséquence, l'on pourrait retrouver à court moyen terme, une meilleure indication du climat des affaires qui repose beaucoup plus sur divers ensembles de données et non sur quelques mesures quantifiables et ajustables.

Pour rappel, en août dernier, la Banque mondiale a annoncé la suspension de son rapport « Doing Business » en citant un « certain nombre d'irrégularités » comme principale raison. Ceci, après 17 années d'existence.

Dès le début, le rapport visait à offrir un cadre simple pour stimuler les performances économiques et mener des réformes pour booster le climat des affaires. Ainsi, il a classé 190 pays sur la base d'indicateurs tels que « les réglementations commerciales, les droits de propriété, l'exécution des contrats, les lois sur l'investissement, la disponibilité du crédit et un certain nombre d'autres facteurs ».

En 2018, Paul Romer, économiste en chef de la Banque mondiale, a démissionné après avoir remis en question les modifications apportées à l'ordre du Chili dans le rapport Doing Business.

Mais il est peu probable que des causes politiques cachées soient les principales raisons de la suspension actuelle. Ce n'est pas vraiment un secret que la Banque mondiale privilégie le modèle de croissance économique néolibéral et que l'approche libertaire est plutôt la méthodologie qui suscite des inquiétudes.

Bien que la méthodologie ait été utilisée dans le monde entier, elle a eu tendance à réduire la complexité de l'activité économique à quelques mesures quantifiables, ce qui a laissé une place importante au jeu du système, en permettant à de nombreux gouvernements d'introduire simplement des changements cosmétiques qui amélioreront leur place dans le classement sans réformer correctement l'environnement des affaires.

En août, les données de la Chine, de l'Azerbaïdjan, des Émirats arabes unis et de l'Arabie saoudite se sont avérées avoir été délibérément modifiées, selon le Wall Street Journal. L'information est apparue comme un coup dur pour le rapport et a poussé les dirigeants de la Banque mondiale à le suspendre indéfiniment. Ainsi, la publication s'est avérée être la dernière goutte de plusieurs autres préoccupations concernant la crédibilité de l'approche standardisée.

Un autre problème est que la méthodologie utilisée pour créer une incitation à poursuivre des politiques économiques qui ne sont pas toujours appropriées dans tous les cas. Mais alors que de nombreux pays en développement s'efforçaient d'améliorer leur position, certains gouvernements ont subi des pressions pour faire adopter des réformes de la réglementation des affaires et des règles de propriété foncière qui ne sont pas correctement conçues.

Le « projet de loi Omnibus » controversé de l'Indonésie sur la création d'emplois contenait un certain nombre de réformes favorables au marché qui ont suivi la voie de la Banque mondiale et auraient probablement pu propulser la position du pays dans le rapport. Néanmoins, le paquet a été fermement condamné par les syndicats et les groupes de la société civile, qui prétendent qu'il favorise les grandes entreprises au détriment des travailleurs et des droits humains.

Il n'est pas clair si nous assisterons au retour du rapport ou s'appuiera-t-il sur des méthodologies différentes. Mais il est clair que la chute a projeté les erreurs de s'appuyer sur une poignée de métriques quantifiables et ajustables afin d'évaluer la complexité des différents modèles économiques.

La fin du rapport « Doing Business » laisse espérer que dans un avenir proche, nous pourrions assister à une approche plus holistique qui englobera un plus grand nombre de nuances et d'autres facteurs localisés. Cela est susceptible de donner aux décideurs politiques plus d'autonomie pour introduire des mesures pour répondre aux besoins des entreprises sur le terrain et non pour satisfaire des améliorations motivées par la politique qui ne se produisent pas réellement.

KPATIDE Komlan

Baromètres Togo

Référentiel	Valeur	Sources
Superficie :	56 600 km ²	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	Valeur	Sources
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Rapport de la Banque mondiale

« Doing Business », stop et fin...

Le Groupe de la Banque mondiale a annoncé le 16 septembre 2021, la suspension du classement « Doing Business », qui est publié chaque année. Depuis l'édition 2020, la Banque mondiale avait suspendu la publication du Doing Business aux fins de mener une enquête sur des irrégularités constatées dans la manipulation des données.

• Eyram AKAKPO

La Banque mondiale suspend la publication du rapport Doing Business suite aux irrégularités constatées dans les données. Dans un communiqué rendu public le jeudi 16 septembre 2021, la Banque mondiale indique que « la confiance dans les travaux de recherche du Groupe de la Banque mondiale est d'une importance capitale. Ces travaux guident les actions des décideurs politiques, aident les pays à prendre des décisions mieux éclairées et permettent aux parties prenantes de mesurer les progrès économiques et sociaux avec plus de précision. Ces travaux constituent également



un outil précieux pour le secteur privé, la société civile, le monde universitaire, les journalistes et d'autres acteurs, et favorisent une plus large compréhension

des enjeux mondiaux. Après que des irrégularités dans les données des éditions 2018 et 2020 du rapport « Doing Business » ont été signalées en interne en juin 2020, la direc-

tion de la Banque mondiale a suspendu l'édition suivante et lancé une série d'examen et d'audits du rapport et de la méthode utilisée pour l'établir. Par ailleurs, parce que

les rapports internes ont soulevé des questions d'éthique, concernant notamment la conduite d'anciens responsables du Conseil des Administrateurs ainsi que de certains employés actuels et/ou anciens de la Banque, la direction a porté les allégations y relatives aux mécanismes internes appropriés de reddition de comptes de la Banque. Après avoir examiné toutes les informations disponibles à ce jour sur le rapport « Doing Business », y compris les conclusions d'examen et audits antérieurs et le rapport rendu public aujourd'hui par la Banque au nom du Conseil des Administrateurs, la direction du Groupe de la Banque mondiale a pris la décision

de mettre un terme à la publication du rapport « Doing Business ». Le Groupe de la Banque mondiale reste fermement déterminé à promouvoir le rôle du secteur privé dans le développement et à aider les pouvoirs publics à concevoir l'environnement réglementaire qui soutient ce rôle. À l'avenir, nous emploierons à élaborer une nouvelle approche pour évaluer le climat des affaires et de l'investissement. Nous sommes profondément reconnaissants des efforts déployés par les nombreux membres du personnel qui ont travaillé avec diligence à promouvoir le programme sur le climat des affaires, et nous avons hâte d'exploiter leurs énergies et leurs capacités de nouvelles manières.

En fin de mission au Togo

Damien Mama a échangé avec Faure Gnassingbé

Le Chef de l'Etat Faure Essozimna Gnassingbé a reçu en audience le 17 septembre 2021 au palais de la présidence à Lomé, le Coordonnateur du Système des Nations unies, Damien Mama, en fin de mission au Togo.

• Eyram AKAKPO

Le Coordonnateur des agences onusiennes en partance, multiplie les rencontres avec les autorités togolaises. Jeudi, il était à la présidence où il a fait le point du partenariat entre les Nations unies et le Togo. «A quelques jours de la fin de ma mission, j'ai eu l'honneur d'être reçu par Son Excellence Monsieur le Président de la République Faure Essozimna Gnassingbé afin que je lui fasse le point sur ce que nous avons fait

pendant ma mission. Le Chef de l'Etat a prêté une oreille attentive au compte rendu que je lui ai fait sur la coopération entre les Nations unies et le Togo », a laissé entendre Damien Mama. Le Coordonnateur a par ailleurs salué la politique de développement du Togo et les progrès réalisés ces dernières années notamment dans les domaines économique, politique et social. « Pendant les années que j'ai passées au Togo, j'ai eu le privilège d'être témoin de beaucoup



de transformations. Je suis très ravi du travail qui est fait. Notre modeste contribution a été très appréciée par Son Excellence le Président de la République ». Pour rappel, Damien Mama a pris fonction en qualité de Coordonnateur résident du système des Nations unies au Togo depuis juin 2018, poste qu'il a cumulé avec celui de Représentant résident du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) jusqu'en décembre 2018.

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km ²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Financement d'entreprises

Access capital finance ouvre ses portes aux PME/PMI

Une nouvelle structure de financement des petites et moyennes entreprises, petites et moyennes industries (PME/PMI) démarre ses activités au Togo. Il s'agit de Access capital finance qui se porte en garantie des PME/PMI pour des financements disponibles en 72 heures selon les dires du consultant/manager, Le Comte Mathieu N'KOTA, vendredi 17 septembre 2021 à Lomé au cours d'une rencontre de présentation de la structure aux médias.

● Joël YANCLO

Préstation de services financière, intermédiation entre clients et institutions financières, assistance et financement sont entre autres les offres que la structure Access capital finance met à la disposition des petites et moyennes entreprises, petites et moyennes industries (PME/PMI) en activité au Togo. Au détour d'une rencontre avec la presse vendredi 17 septembre 2021 dans ses locaux à Lomé, les responsables de Access capital finance ont expliqué aux professionnels des médias les tenants et aboutissants de leurs activités. A en croire le consultant/manager, Le Comte Mathieu N'KOTA, de Access capital finance se veut être une structure de référence spécialisée dans l'accompagnement et la facilitation de financement des PME/PMI installées formellement au Togo auprès des institutions financières. La structure se donne cette mission de se positionner comme une structure de référence qui se chargera de se porter en garantie auprès des institutions financières partenaires. A ce titre elle entend contribuer à une amélioration du climat des affaires au Togo à travers des garanties de financement des PME/PMI auprès des institutions financières. Comme objectifs, Access capital finance voudrait faciliter les conditions de financement des PME/PMI déjà installées au Togo ; créer un climat de confiance et de collaboration entre les opérateurs économiques et les ins-



● Consultant/manager à Access capital finance, Le Comte Mathieu N'KOTA

tutions financières ; renforcer les capacités financières des PME/PMI ; apporter des valeurs ajoutées socioéconomiques et professionnelles. Nul n'ignore que les petites entreprises, les PME et PMI, sont le poumon de l'économie. De leur développement et de leurs investissements dépendent le dynamisme d'un pays. Ainsi, pour améliorer considérablement la

productivité des entreprises togolaises dans la période post-Covid-19 et transformer structurellement l'économie, il faudra agir sur une politique de financement efficace des PME/PMI, une politique de facilitation de l'accès au financement moderne par les entreprises. Et, c'est dans cette dynamique que s'inscrit Access capital finance.



● Photo de famille



● Echanges de documents de partenariats

Anti Covid-19

Le Togo accélère la vaccination

A l'occasion de la réception d'un nouveau lot de 101760 doses de vaccins AstraZeneca offert par l'Allemagne, le gouvernement togolais fait une mise au point sur la stratégie vaccinale du pays : accélérer la vaccination. Les précisions dans ce communiqué



RÉPUBLIQUE TOGOLAISE
Gouvernement

Communiqué
du Gouvernement

La campagne vaccinale se poursuit en toute sérénité dans notre pays

1. Le Togo a reçu, ce jeudi 16 septembre, 101 760 nouvelles doses du vaccin #AstraZeneca offertes par la République Fédérale d'Allemagne via l'initiative #COVAX.
2. À ce jour, notre pays a réceptionné au total près de 2 Millions de doses.
3. Mme le Premier Ministre a, lors de sa présentation à l'assemblée nationale, précisé la logique de cette stratégie qui vise à accélérer la consommation des doses de vaccin avant qu'elles n'arrivent à péremption, afin que nous ne soyons pas amenés à les détruire.
4. Le gouvernement rappelle que les vaccins, comme tous les médicaments, sont soumis à des règles strictes de conservation et d'administration parmi lesquelles le fait de ne pas les utiliser après la date de péremption. Il va de soi, qu'avec ses partenaires, notre pays veille à une application stricte de cette règle.
5. Le gouvernement saisit cette opportunité pour féliciter la population pour son adhésion massive à la campagne en cours. Il l'appelle à la vigilance face aux fausses nouvelles et aux manipulations qui ont cours depuis le début de cette pandémie.
6. Le Gouvernement rassure la population que toutes les dispositions sont prises pour une poursuite de la campagne vaccinale en toute sérénité.

Fait à Lomé, le 17 septembre 2021

Le Gouvernement

Baromètres Togo

	2016	2017	2018
Investissement Direct Etranger			
Flux d'IDE entrants (millions USD)	-46	88	102
Stocks d'IDE (millions USD)	1.474	1.772	1.790
Nombre d'investissements greenfield***	2	1	2
IDE entrants (en % de la FBCF****)	21,0	n/a	n/a
Stock d'IDE (en % du PIB)	39,7	n/a	n/a

Source : CNUCED - Dernières données disponibles. Note : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. *** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. **** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

Indicateurs du commerce extérieur	2015	2016	2017
Importations de biens (millions USD)	2.127	2.382	2.527
Exportations de biens (millions USD)	1.227	1.290	1.138
Importations de services (millions USD)	n/a	397	n/a
Exportations de services (millions USD)	n/a	530	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	13,7	-3,5	3,7
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	0,2	5,2	0,4
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-1.033	n/a	n/a
Commerce extérieur (en % du PIB)	109,8	105,6	100,0
Importations de biens et services (en % du PIB)	67,6	62,8	59,5
Exportations des biens et services (en % du PIB)	42,2	42,8	40,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles



ECOWAS COMMISSION
COMMISSION DE LA CEDEAO
COMISSÃO DA CEDEAO

Faisant suite aux décisions issues du Sommet Extraordinaire des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO, une délégation de haut niveau conduite par S.E Nana AKUFO-ADDU, Président du Ghana et Président en exercice de la Conférence, est arrivée ce vendredi à Conakry.

Le Président AKUFO-ADDU est accompagné de S.E Alassane OUATTARA, Président de la Côte d'Ivoire, de S.E Madame Shirley Ayokor BOTCHWAY, Ministre des Affaires Étrangères du Ghana et de S.E Jean Claude Kassi BROU, Président de la Commission de la CEDEAO.

**Vendredi 17 Septembre 2021
Conakry, République de Guinée**



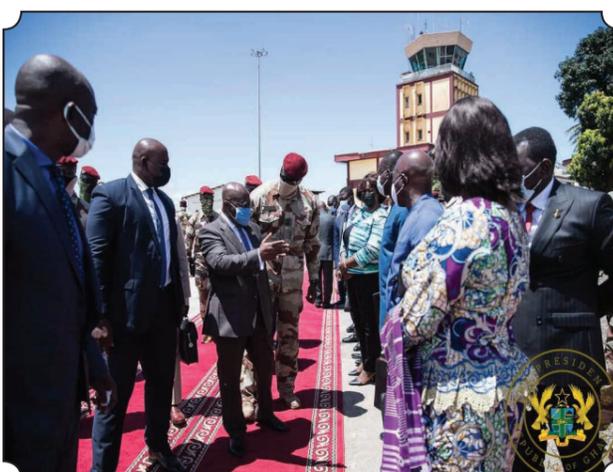
ecowas_cedeao



Ecowas_Cedeao



www.ecowas.int



Entrepreneuriat

Appel à candidatures du GCA et de la BAD

Le Centre mondial d'adaptation (GCA) et la Banque africaine de développement (BAD) ont lancé un appel à candidatures pour la première édition du Défi des solutions d'adaptation des jeunes africains (YouthAdapt).

● Nicole ESSO

L'appel encourage les jeunes entrepreneurs, les innovateurs de micro, petites et moyennes entreprises (MPME) et d'autres entreprises dirigées par des jeunes et appartenant à des jeunes en Afrique, à mettre en œuvre des solutions pour renforcer la résilience et s'adapter aux effets néfastes du changement climatique. Les jeunes entrepreneurs âgés de 18 à 35 ans sont invités à répondre à l'appel à manifestation d'intérêt et à soumettre leur plan d'affaires via le portail de soumission officiel (link is external). En mettant fortement l'accent sur les jeunes et le genre, les gagnants du YouthAdapt Challenge recevront des subventions d'entreprise pouvant aller jusqu'à 100 000 \$ chacun et la possibilité de participer à un programme d'accélérateur d'entreprise de 12 mois pour les aider à développer leurs entreprises, à approfondir leur impact et à créer des emplois décents. En outre, les entreprises gagnantes dirigées par des jeunes bénéficieront d'un mentorat et d'un soutien pour élargir les partenariats, le partage des connaissances et l'apprentissage par le biais d'un réseau de jeunes entrepreneurs en adaptation climatique. L'African Youth Adaptations Solutions Challenge fait partie du pilier « Autonomiser les jeunes par l'emploi et l'entrepreneuriat » du Programme d'accélération de l'adaptation en Afrique (AAP(link is external)), un partenariat stratégique entre la GCA et la Banque africaine de développement visant à galvaniser le cli-



mat. Des actions résilientes grâce à une approche triple gagnante pour faire face aux impacts de Covid-19, du changement climatique et de l'économie. Le concours vise à tirer parti des ressources, de l'expertise complémentaire et des réseaux des deux organisations pour soutenir le « moyen manquant » des entreprises de taille moyenne dans les domaines du financement, promouvant ainsi des pratiques durables d'adaptation au climat et de résilience sur le continent africain. En annonçant le YouthAdapt Challenge à un groupe de dirigeants mondiaux lors du Dialogue de haut niveau : L'Impératif d'accélération de l'adaptation pour la COP26 qui s'est tenu à Rotterdam, aux Pays-Bas, le lundi 6 septembre 2021, Patrick Verkooijen, PDG du Global Center on Adaptation, a déclaré : « Notre vision est pour donner à un million de jeunes en Afrique le financement et les compétences dont ils ont besoin pour poursuivre des emplois et des carrières dans l'adaptation au climat. Avec ce nouveau défi, nous visons à débloquer les opportunités commerciales dans

les actions d'adaptation par des entreprises innovantes appartenant à des jeunes et à préparer une nouvelle génération de jeunes Africains à la transition vers un développement vert et résilient au changement climatique. « Le YouthAdapt Challenge libérera l'esprit d'entreprise et les capacités des jeunes entrepreneurs, à relever le défi climatique pressant du continent et à créer des emplois décents, en construisant une Afrique plus résiliente au changement climatique », a déclaré Akinwumi Adesina, président de la Banque africaine de développement, affirmant la L'engagement de la Banque à investir dans la jeunesse. Vingt entreprises dirigées par des jeunes seront présélectionnées à la fin de la fenêtre de candidature le 6 octobre 2021 et invitées à soumettre des vidéos pour un examen par un jury avant la finale et une cérémonie de remise des prix à la COP26 à Glasgow le 8 novembre 2021. Lors de cet événement, dix lauréats seront sélectionnés, dont 50 % seront des entreprises dirigées par des femmes.

Financement

L'ITFC signe dix accords commerciaux de haut niveau

La Société Internationale Islamique de Financement du Commerce (ITFC), membre du Groupe de la Banque Islamique de Développement (BID), a signé dix accords majeurs de financement du commerce d'une valeur de plus de 1,2 milliards de dollars US, ainsi que des accords de développement du commerce avec ses pays membres d'Asie et d'Afrique, lors de la 46ème réunion annuelle du Groupe de la BID qui s'est tenue à Tashkent, en Ouzbékistan, au début du mois.

Les accords-cadres, qui permettent de financer les secteurs public et privé, ainsi que des programmes d'assistance technique liée au commerce pour le développement des exportations et les initiatives de développement des PME, ciblent les industries à forte croissance, notamment dans les secteurs de l'agriculture

et de l'énergie et soutiennent l'achat d'équipements médicaux essentiels. M. Hanî Salem Sonbol, directeur général de l'ITFC a déclaré : « Nous sommes fiers d'avoir signé 10 accords de financement et de développement du commerce lors de la 46e réunion annuelle de la BID. L'impact de ces accords sera significatif pour les populations et

améliorera considérablement la prospérité économique de nos pays membres. Cette étape importante réaffirme la confiance mutuelle entre ceux-ci et les équipes de l'ITFC et notre engagement à soutenir la croissance économique des pays membres de l'OCI, en particulier pendant la période difficile de la pandémie du COVID-19. »

Forêts

Création d'un forum d'affaires pour l'exploitation durable

C'est l'une des retombées du congrès mondial de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) qui s'est tenu du 3 au 11 septembre 2021. Le Gabon et la France ont présenté le projet de création d'un forum d'affaires pour la mise en place de chaînes de valeur durable en Afrique. L'initiative vise à impliquer le secteur privé dans la gestion durable des forêts en Afrique.



Le 6 septembre 2021 à Marseille (en France), le Gabon et la France ont saisi l'occasion du congrès mondial de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), pour présenter une nouvelle initiative visant la conservation des écosystèmes forestiers en Afrique. « Un forum d'affaires pour la mise en place de chaînes de valeur durable en Afrique ». « Pour lutter contre la déforestation, il faut produire et consommer durablement. Avec le Gabon, je suis fier de lancer une initiative pour la création d'un forum pour les chaînes de valeur durables en Afrique... », a déclaré Jean-Yves Le Drian, le ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères. Ce forum d'affaires sur les chaînes de valeurs durables en Afrique, sera lancé en novembre prochain à Glasgow (en Écosse), lors de la Cop 26 sur le climat. Il compte mobiliser des représentants du secteur privé, des acteurs

économiques français choisis au sein du Groupe national des forêts tropicales (GNFT), les Conseillers du commerce extérieur français, les membres intéressés de l'Africa Business Forum de l'Institut Choiseul, ainsi que les délégués des pays membres de l'Alliance pour la préservation des forêts tropicales et humides (APFTH), lancée début 2020, lors du One Planet Summit.

Contribuer à l'atteinte des objectifs de l'accord de Paris

Le forum d'affaires annoncé par le Gabon et la France obéit à la charte de l'APFTH, dont les deux pays sont d'ailleurs signataires. L'un des objectifs fondamentaux de l'APFTH dispose « qu'un approvisionnement responsable et la mise en place de chaînes de valeur durables à faible intensité de carbone sont essentiels pour prévenir l'exploitation forestière

illégale, les feux de forêt et d'autres facteurs de déforestation et de dégradation des forêts, ainsi que pour atteindre l'objectif d'une économie circulaire. Considérant également que la mise en œuvre de ces objectifs passe par des approches reposant sur le partenariat entre les pays dotés de forêts tropicales, les pays partenaires et d'autres parties prenantes, notamment une politique d'achats publics et privés responsable et des modes de production et de consommation durables. » Ainsi pour le Gabon et la France, le principal objectif du forum d'affaires pour la mise en place de chaînes de valeur durable en Afrique est de poser les jalons de l'opérationnalisation de l'APFTH comme instrument de la mise en œuvre de l'Accord de Paris sur le Climat, des objectifs de développement durable (ODD) et du Cadre mondial sur la biodiversité Post 2020.

Avec afrik21

Ethiopie

Afeximbank annonce un engagement de 500 millions de dollars pour les banques

La Banque africaine d'import-export (Afeximbank) va fournir 500 millions de dollars aux banques commerciales éthiopiennes dans le cadre de son Programme de facilitation des échanges (AfTRAF). Par cette facilité, l'institution basée au Caire (Egypte) vise une stratégie plus large tendant à approfondir ses relations avec les banques commerciales du pays d'Afrique de l'est.

L'annonce a été faite ce mercredi 15 septembre par voie de communiqué, en marge d'un forum parrainé par la banque et rassemblant les principales parties prenantes et décideurs du secteur bancaire éthiopien. Une initiative qui entre, selon Afeximbank, en droite ligne avec le programme AfTRAF pour les banques commerciales en Éthiopie, qui vise à débloquer des capitaux pour soutenir le financement du commerce en Afrique. « Les banques commerciales jouent un rôle important dans la facilitation et la promotion du commerce – un ingrédient essentiel de la croissance économique. Le forum d'aujourd'hui sert à démontrer

l'engagement de la Banque à soutenir les efforts de l'Éthiopie pour accroître sa capacité commerciale et établir les connaissances, l'infrastructure et les ressources qui permettront d'y parvenir », a déclaré René Awambeng, Global Head, Client Relations, Afeximbank. L'AfTRAF est conçu pour permettre et intensifier les activités commerciales et les investissements par, entre autres mesures : la fourniture de facilités d'engagement de remboursement de banque à banque ; l'émission de billets à ordre et de lettres de change en aval ; l'émission d'obligations, de garanties et d'indemnités (BGI) ; et l'émission de facilités de

garantie de confirmation commerciale. À noter que l'Éthiopie s'est récemment engagée à ouvrir son économie à la participation du secteur privé, avec comme premier acteur la Banque nationale d'Éthiopie chargée de réformer le secteur bancaire. Ces changements devraient renforcer la capacité des institutions éthiopiennes, y compris les banques commerciales, à accélérer le développement de l'économie éthiopienne par le commerce et les investissements. Les réformes devraient également accroître le commerce éthiopien avec l'Afrique et le reste du monde.

Avec financialafrik.com

BRVM 10	141,08
Variation Jour	0,43 %
Variation annuelle	7,79 %



BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

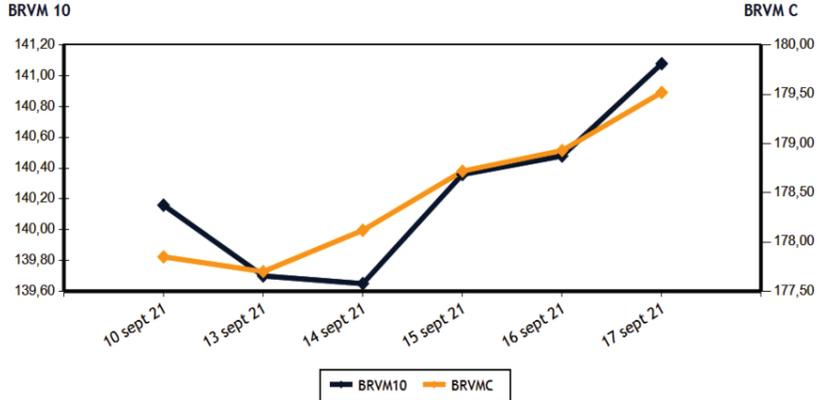
N° 180

vendredi 17 septembre 2021

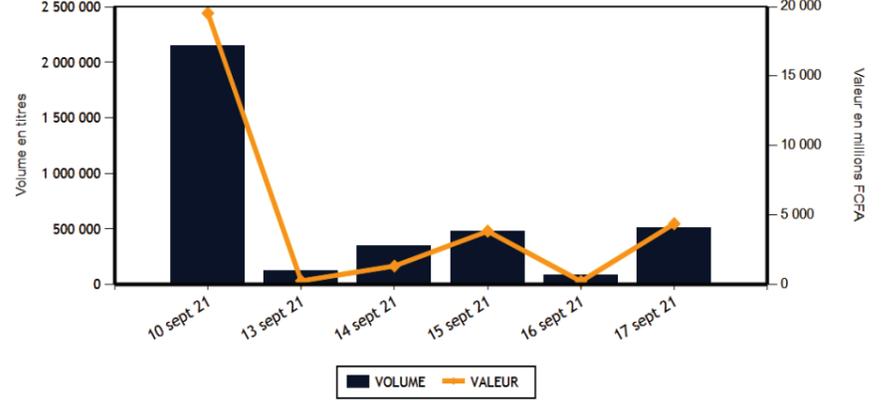
Site : www.brvm.org

BRVM Composite	179,52
Variation Jour	0,33 %
Variation annuelle	23,49 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	5 402 539 525 386	0,33 %
Volume échangé (Actions & Droits)	94 421	13,70 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	195 736 267	-12,26 %
Nombre de titres transigés	40	-4,76 %
Nombre de titres en hausse	10	-37,50 %
Nombre de titres en baisse	15	15,38 %
Nombre de titres inchangés	15	15,38 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	7 090 983 963 803	-0,07 %
Volume échangé	415 428	64 608,41 %
Valeur transigée (FCFA)	4 179 495 470	64 495,08 %
Nombre de titres transigés	6	-14,29 %
Nombre de titres en hausse	2	0,00 %
Nombre de titres en baisse	2	0,00 %
Nombre de titres inchangés	2	-33,33 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
FILTISAC CI (FTSC)	1 975	4,22 %	22,67 %
BANK OF AFRICA NG (BOAN)	4 490	2,05 %	28,29 %
BANK OF AFRICA BF (BOABF)	5 100	2,00 %	36,00 %
SOCIETE GENERALE COTE D'IVOIRE (SGBC)	9 665	1,79 %	19,39 %
TOTAL SN (TTLS)	1 750	1,74 %	-2,78 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SAFCA CI (SAFC)	650	-3,70 %	132,14 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	1 450	-3,01 %	16,94 %
SODE CI (SDCC)	4 200	-2,33 %	40,47 %
CROWN SIEM CI (SEMC)	675	-2,17 %	237,50 %
BOLLORE (SDSC)	2 145	-2,05 %	38,39 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	84,61	0,05 %	133,41 %	14 159	32 524 995	20,70
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	441,72	0,50 %	7,61 %	8 731	39 421 530	7,80
BRVM - FINANCES	15	67,57	0,39 %	12,64 %	55 701	99 958 252	14,26
BRVM - TRANSPORT	2	520,70	-2,02 %	37,50 %	1 231	2 526 465	8,68
BRVM - AGRICULTURE	5	199,04	0,48 %	130,00 %	1 772	5 601 595	12,95
BRVM - DISTRIBUTION	7	336,46	0,23 %	48,59 %	12 120	15 212 065	20,98
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	857,55	0,00 %	148,21 %	707	491 365	4,03
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	11,88	
Taux de rendement moyen du marché	6,59	
Taux de rentabilité moyen du marché	7,43	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	95	
Volume moyen annuel par séance	261 567,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 557 141 060,72	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	3,28	
Ratio moyen de satisfaction	51,87	
Ratio moyen de tendance	1 579,35	
Ratio moyen de couverture	6,33	
Taux de rotation moyen du marché	0,01	
Prime de risque du marché	2,52	
Nombre de SGI participantes	29	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86 - Fax : +225 20 32 66 84 - Mail : brvm@brvm.org - Site Web : www.brvm.org

États-Unis

Des entreprises pressent le Congrès de relever le plafond de la dette

Le plafond de la dette est de nouveau en vigueur depuis le 1er août mais sans un nouvel accord, les États-Unis pourraient être à court d'argent lors «du mois d'octobre».

Des lobbys des milieux financiers, mais aussi le patron du géant Amazon, ont appelé mardi le Congrès américain à relever sans délai le plafond de la dette, ce que les élus républicains ont de nouveau refusé de soutenir. «Manquer à nos obligations existantes serait irresponsable et causerait un préjudice irréparable à l'économie et aux contribuables américains», ont averti ces organisations représentant le secteur bancaire et financier dans une lettre aux élus. Le plafond de la dette est de nouveau en vigueur depuis le 1er août, après deux ans de suspension grâce à un accord entre l'administration Trump et le Congrès. Sans un nouvel accord, les États-Unis seront à court d'argent «au cours du mois d'octobre», avait mis en garde la secrétaire au Trésor, Janet Yellen la semaine dernière. Le niveau des engagements du pays par rapport au plafond de la dette est «effrayant pour la confiance des consommateurs et pour la confiance dans les entreprises américaines et les cotes de crédit potentielles si nous ne nous assurons pas de relever ce plafond», a commenté le patron d'Amazon, Andy Jassy, mardi également, sur la chaîne CNBC.

Dommages irrépa-

Cryptomonnaie

Une borne bitcoin incendiée par des manifestants au Salvador

Le Salvador est devenu le 7 septembre le premier pays au monde à faire du bitcoin une monnaie légale, à côté du dollar.

Un des 200 «Point Chivo» installés par le gouvernement salvadorien pour pouvoir échanger bitcoins et dollars, désormais les deux monnaies légales du pays, a été incendié mercredi par des manifestants criant leur opposition au gouvernement du président Nayib Bukele. Des milliers de Salvadoriens ont manifesté en plusieurs cortèges dans la capitale, pour demander au président Bukele le respect de la séparation des pouvoirs et exprimer leur rejet de l'instauration du bitcoin comme monnaie légale. La manifestation, coïncidant avec les festivités pour le bicentenaire de l'indépen-



• La secrétaire au Trésor, Janet Yellen, le 12 septembre 2021 à Bruxelles. AFP

rables

Le chef des républicains au Sénat, Mitch McConnell, a quant à lui indiqué aux démocrates qu'ils devraient se débrouiller seuls. «Les dirigeants démocrates disposent de tous les outils et procédures dont ils ont besoin pour gérer la limite de la dette par eux-mêmes, de la même manière qu'ils choisissent de gérer tout le reste», a-t-il ironisé mardi, en référence à une disposition permettant à la majorité de faire passer ses projets de loi avec ses seules voix. Les démocrates envisagent ainsi de se passer des républicains pour adopter le plan de dépenses sociales de Joe Biden de 3500 milliards de dollars (3220 milliards de francs). Ils aimeraient en revanche obtenir l'aval de l'opposition pour le relève-

ment du plafond de la dette. Le chef des démocrates au Sénat, Chuck Schumer, a rappelé que «lorsque le président Trump était au pouvoir, les démocrates ont travaillé à trois reprises avec les républicains pour suspendre le plafond de la dette et continuer à garantir que les États-Unis étaient en mesure de payer leurs factures». «Si les États-Unis font défaut sur leur dette, cela nuira à tous les Américains. (...) Les conséquences se répercuteraient dans le monde entier, et cela pourrait causer des dommages irréparables à l'économie mondiale à un moment où nous travaillons tous pour nous sortir d'une pandémie unique en un siècle», a-t-il alerté.

(AFP)

Nouveauté

Le télétravail haut de gamme débarque

Les géants de la tech proposent des produits hauts de gamme pour mélanger bureau et télétravail. Cela pourrait augmenter la fracture numérique.

Réunion en réalité virtuelle, barres de son et caméras intelligentes; les géants de la tech proposent désormais des produits haut de gamme pour mélanger bureau et télétravail, qui pourraient creuser encore un peu plus la fracture technologique. Fin août, Facebook a lancé «Horizon Workrooms», qui crée une salle de réunion virtuelle où se retrouvent les participants, sous forme d'avatar, en utilisant le casque Oculus, à 300 dollars pièce (quelque 276 francs). Google, lui, a mis sur le marché les Series One, des kits ultramodernes pour organiser, là aussi, des réunions, avec la possibilité de mélanger présentiel (plusieurs personnes sont dans la salle physiquement) et télétravail. Les packs les plus onéreux vont jusqu'à 7000 dollars, avec barre de son ou caméra intelligente et directionnelle.

Flexibilité

Pandémie ou pas, le maître mot est désormais flexibilité et les entreprises technologiques font assaut de propositions pour la rendre vivable. Pour Rhiannon Payne, auteure et spécialiste du télétravail, la réalité virtuelle va s'intégrer au monde professionnel comme l'ont fait, avant elle, l'ordinateur portable ou le téléphone mobile. Avec ces nouveaux produits, les équipementiers informatiques «essayent de trouver des moyens de rendre le télétravail plus facile et d'améliorer les contacts avec nos collègues», dit-



• Fin août, Facebook a lancé «Horizon Workrooms». Reuters

elle. Téléphone mobile et ordinateur portable avaient déjà fait évoluer notre façon d'aborder le travail, mais le monde professionnel nécessite désormais de maîtriser les nouveaux outils de ce fonctionnement hybride.

«Pas les moyens»

Certains employeurs ont ainsi ajouté la connaissance des logiciels de présentation virtuelle ou de management à distance aux fiches de postes de leurs offres d'emplois. «C'est quelque chose qui a l'air inoffensif et pratique mais qui peut devenir un facteur d'aggravation des inégalités, si on n'y fait pas attention», fait valoir Monica Sanders, professeure à l'université de Georgetown. Au-delà, «pour beaucoup de gens, travailler de chez soi reste un luxe», rappelle Michelle Burris, chercheuse au sein du groupe de réflexion The Century Foundation. L'organisation Broadband-Now, qui milite pour l'accès du plus grand nombre à internet, a estimé à 42 millions le nombre d'Américains qui ne disposaient pas d'une

connexion haut débit, soit 13% de la population, selon une étude publiée en mai.

«Tout le monde ne peut pas se payer ça»

Dans certains des États les plus défavorisés, la proportion est sensiblement supérieure, comme en Louisiane, où elle atteint un quart de la population, ou dans le Mississippi, où près de 40% des habitants sont privés du haut débit. Outre la connexion, l'accès au matériel informatique est aussi fréquemment un obstacle. Il y a 18 mois, Patricia McGee est passée d'un emploi dans un centre logistique Amazon à un poste de relation clients à distance avec l'arrivée de la pandémie de coronavirus. Cette mère de quatre enfants, âgée de 39 ans, a dû dépenser environ 2000 dollars pour s'acheter un ordinateur personnel, auxquels se sont ajoutés les logiciels d'exploitation et le raccordement à internet. «Tout le monde ne peut pas se payer ça», souligne-t-elle.

(AFP)



«respect de la Constitution»

Les juges s'opposent à une loi approuvée le 31 août par le Parlement, dominé par les partisans du chef de l'État, qui prévoit la mise à la retraite d'office des magistrats à 60 ans ou après 30 années

de service, ce qui suppose le départ d'un tiers des juges actuellement en fonction. Les manifestants réclamaient également le «respect de la Constitution» après une récente décision de la Chambre constitutionnelle de la Cour suprême ouvrant la voie à une

candidature de Nayib Bukele pour un deuxième mandat. Jusqu'à présent, le consensus était que la Constitution salvadorienne interdit la réélection d'un chef de l'État pour un deuxième mandat consécutif. Les juges constitutionnels ayant rendu cet arrêt avaient été nommés par le Parlement au premier jour de son entrée en fonction, après qu'il eut destitué leurs prédécesseurs jugés hostiles au gouvernement de Nayib Bukele. «La République est en danger, c'est pourquoi nous demandons le respect de la séparation des pouvoirs et ne sommes pas d'accord avec (la possibilité) de réélection

du président», a expliqué Zaira Navas, représentante d'une ONG de défense des droits humains. Un cortège réunissait des paysans, des ouvriers et des militants d'organisation syndicales et professionnelles opposés au bitcoin comme monnaie légale. Le bitcoin «n'est pas bon pour nous, (sa valeur) est très volatile», a dénoncé Natalia Belloso, 41 ans. Le Salvador est devenu le 7 septembre le premier pays au monde à faire du bitcoin une monnaie légale, à côté du dollar, qui a remplacé la monnaie nationale, le colon, il y a 20 ans.

(AFP)

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Webinaire sur « Les partenariats public-privé et la crise du COVID-19 »	28 Octobre 2021	Virtuel	https://www.uneca.org
Salon international de l'industrie et de l'industrie du futur	7 au 10 septembre 2021	France	global-industrie.com
RDC-Afrique Business Forum	13 au 14 septembre 2021	Kinshasa et Virtuel	https://www.uneca.org/fr/events/central-africa/drc-business-forum
Conférence internationale dédiée aux moyens de paiement et aux services financiers	21 au 23 septembre 2021	Amsterdam, Pays-Bas	europe.money2020.com
Forum politique de la société civile	27 Septembre 2021	Virtuel	civilsociety@worldbank.org
Quatrième édition du Forum pour la résilience en Afrique	28 au 30 septembre 2021	Virtuel	Néant
Les Rencontres Africa	05 au 07 octobre 2021	Lomé, Togo	https://rencontresafrika.org/
2è édition de la Foire Commerciale Intra-Africaine (IATF 2021)	15 au 21 novembre 2021	Durban, Afrique du Sud	https://www.intrafricantradefair.com/
Conférence économique africaine	2 au 4 décembre 2021	Cap Vert	https://www.africa.undp.org
36e Comité Intergouvernemental des Hauts Fonctionnaires et Experts (CIHFE) pour l'Afrique du nord	23 au 26 Novembre 2021	Marrakech, Maroc	https://www.uneca.org
Sommet sur l'énergie et l'économie	22 et 23 novembre 2021	Libye	https://ecotechquebec.com

HOROSCOPE finance

Bélier Votre comportement vis-à-vis de l'argent aujourd'hui aura des répercussions importantes sur les semaines et même les mois à venir. Soyez donc prudent. Evitez les dépenses inconsidérées et veillez soigneusement à la bonne marche de votre budget. Résistez à toutes les petites envies plus ou moins déraisonnables. Et pensez avant tout à régler vos factures en souffrance !

Taureau La planète Saturne en bel aspect vous permettra de vous sentir bien dans votre peau et de connaître la joie de vivre. Il faudra pourtant vous garder d'une certaine euphorie et d'un optimisme béat, qui pourraient vous pousser au laisser-aller. Vous devrez surtout résister à l'impulsion de dépenser, d'acheter des quantités de choses qui ne se révéleront pas indispensables. Prenez note de cet avertissement de Benjamin Franklin : "Si vous achetez ce qui est superflu, vous vendrez bientôt ce qui est nécessaire".

Gémeaux Vous aurez tendance à voir trop grand en matière de finances. Etudiez à fond les propositions que l'on vous fait : elles sont moins lucratives qu'elles ne le paraissent et vous entraîneraient beaucoup trop loin. De même, évitez les dépenses somptuaires ; dans votre situation présente, elles sont inutiles et ne vous apporteraient que des inconvénients.

Cancer Sur le plan financier, vos projets s'avéreront tout à fait satisfaisants, et les influx astraux vous aideront à les réaliser sans trop de peine. Tout laisse à croire que vous finirez le mois dans l'espoir et même dans l'aisance. Vous devrez néanmoins savoir éviter de vous laisser dévorer par une ambition démesurée.

Lion Même si vous estimez que certains achats sont pour le moment non seulement utiles mais indispensables, refrérez-vous, ne pensez à bourse délier que la semaine prochaine ou plus tard encore, quand les contraintes financières seront moins sévères et votre jugement en matière d'argent plus lucide.

Vierge Sous les bons auspices de Mercure, attaquez les problèmes financiers que vous avez relégués dans les oubliettes, problèmes dont l'équilibre laisse à désirer.

Balance Les problèmes matériels seront à l'ordre du jour. Dépêchez-vous de mettre le nez dans vos comptes. Certaines erreurs pourraient en effet vous coûter fort cher. Evitez à tout prix la négligence dans ce domaine.

Scorpion Attention aux incitations de la planète Mercure ! Vous serez tenté de chercher à mettre du beurre dans les épinars en faisant des travaux au noir ou en vous engageant dans des affaires en marge de la légalité. Ne prenez pas de tels risques.

Sagittaire Cet aspect de Pluton pourra momentanément fragiliser votre équilibre budgétaire, d'autant plus que Neptune, mal aspecté, n'a en général pas une influence très faste sur le plan financier. Par précaution, donc, mieux vaudra éviter de vous lancer dans des dépenses trop importantes. Si tout va bien, vous pourrez vous rattraper un peu plus tard.

Capricorne Vous aurez aujourd'hui plus de chance en argent que d'habitude. Une rentrée fortuite est probable. Mais ce n'est pas une raison pour vous dépêcher de dépenser cette somme ; mettez-la sur votre compte d'épargne.

Verseau Ne succombez pas à la tentation de dépenser plus que vos moyens ne le permettent. "S'habiller à sa taille et se chausser à son pied : voilà la sagesse" (Horace). Evitez les découverts, les dettes et les engagements inconsidérés que vous seriez tenté de prendre pour résoudre les difficultés du présent. Cependant, grâce aux bons offices de la planète Neptune, quels que soient vos ennuis financiers, vous vous en sortirez, à condition de faire preuve d'une rigueur absolue dans la gestion.

Poissons La présente configuration astrale donne de fortes indications d'avantages dont vous serez bénéficiaire. Ceux-ci pourront prendre la forme de cadeaux, d'une offre de voyage d'agrément ou de facilités accordées pour réaliser ce dont vous avez envie.

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Email : leconomistetogo@gmail.com
Site web : www.leconomistedutogo.com
REC N°0602/11/12/19/HAAC
Adresse : AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)
Tél : 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Administrateur Général

Léonard DOSSOU

Administrateur délégué

Anicet Carlos Oké

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Joël YANCLO
00228 97 78 79 07

Chef d'édition

Yves K.ADJANOUVI

Rédacteurs

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAKPABEM

Junior OREDOLA

Bernard D. AFAWOUBO

Direction commerciale

Madjé Wellida AKUE

00228 97 25 84 84

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Giséle NOUDAÏKPON

Imprimerie

J.C. Inter press

Tirage : 5000

COMUNIDADE ECONOMICA DOS
ESTADOS DA AFRICA OCIDENTAL

ECONOMIC COMMUNITY OF
WEST AFRICAN STATES

COMMUNAUTE ECONOMIQUE
DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

SESSION EXTRAORDINAIRE
DE LA CONFERENCE DES CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT DE LA
CEDEAO

Accra, République du Ghana
16 septembre 2021

COMMUNIQUE

- La Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) s'est réunie, en Session Extraordinaire, le 16 septembre 2021 à Accra, République du Ghana, sous la présidence de **S.E.M. Nana Addo Dankwa AKUFO-ADDO, Président de la République du Ghana**, Président en exercice de la Conférence, afin de faire le point de l'évolution de la situation politique en République de Guinée. Les Chefs d'Etat ont également examiné les derniers développements de la Transition en République du Mali.
 - Etaient présents à cette session, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ci-après, ou leurs représentants dûment mandatés :
 - S. E. M. **Roch Marc Christian KABORE**, Président du Burkina Faso ;
 - S. E. M. **Allassane OUATTARA**, Président de la République de Côte d'Ivoire ;
 - S. E. M. **Nana Addo Dankwa AKUFO-ADDO**, Président de la République du Ghana ;
 - S. E. M. **Umaro Sissoco EMBALO**, Président de la République de Guinée Bissau ;
 - S.E.M. **Georges Manneh WEAH**, Président de la République du Libéria ;
 - S.E.M. **Mohamed BAZOUM**, Président de la République du Niger ;
 - S. E. M. **Macky SALL**, Président de la République du Sénégal ;
 - S. E. M. **Julius Maada BIO**, Président de la République de Sierra Leone ;
 - S. E. M. **Faure Essozimna GNASSINGBE**, Président de la République Togolaise ;
 - S.E.M. **Yemi OSINBAJO**, Vice Président de la République Fédérale du Nigéria ;
 - S. E. M. **Aurélien AGBENONCI**, Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération de la République du Bénin ;
 - S. E. M. **Filomena MENDES GONÇALVES**, Ministre à la Présidence du Conseil des Ministres de la République du Cabo Verde ;
 - S.E.M. **Mamadou TANGARA**, Ministre des Affaires Etrangères, de la Coopération Internationale et des Gambiens de l'Extérieur de la République de Gambie.
 - Était également présent, S.E.M. **Jean-Claude Kassi BROU**, Président de la Commission de la CEDEAO. Ont également participé à cette session, S.E.M. **Goodluck JONATHAN**, Ancien Président de la République Fédérale du Nigéria et Médiateur de la CEDEAO en République du Mali ; et S.E.M. **Mahamat Saleh ANNADIF**, Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest.
 - Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont pris note du Rapport de la Mission de haut niveau dépêchée en République de Guinée le 10 septembre 2021, à la suite de la Session extraordinaire de la Conférence tenue le 8 septembre 2021 par visioconférence. Ils ont également pris note du rapport de suivi de la transition politique en République du Mali présenté par le Médiateur, S.E.M. Goodluck Ebele JONATHAN.
 - Ils ont salué la qualité des rapports soumis ainsi que la pertinence des recommandations qui y sont contenues.
 - A l'issue de ses délibérations, la Conférence a entériné les principales recommandations contenues dans le rapport de la Mission.
- Sur la Situation politique en République de Guinée**
- La Conférence réitère sa ferme condamnation du coup du 5 septembre 2021 et réaffirme son exigence pour la libération immédiate et sans condition du Président Alpha Condé. Elle rappelle encore qu'elle tient les membres du Comité National de Rassemblement et de Développement (CNRD) pour responsables individuellement et collectivement de l'intégrité physique du Président Alpha Condé.
 - La Conférence a été informée de la situation socio-politique présente en République de Guinée et de l'apparent engagement du Comité National de Rassemblement et de Développement (CNRD) à œuvrer pour un retour rapide de l'ordre constitutionnel. Elle a également noté la décision du CNRD d'engager des consultations avec l'ensemble des acteurs nationaux et internationaux sur la situation socio-politique en République de Guinée. La Conférence s'est fortement préoccupée de la résurgence des coups d'Etat après ceux du Mali en 2020 et 2021.
 - Après examen du Rapport et délibérations, la Conférence décide de ce qui suit :
 - le maintien de la suspension de la Guinée de toutes les instances de la CEDEAO jusqu'à la restauration de l'ordre constitutionnel ;
 - la tenue, dans un délai de six (6) mois, des élections présidentielle et législatives pour la restauration de l'ordre constitutionnel en République de Guinée ;
 - la mise en œuvre des sanctions ciblées conformément aux protocoles de

- la CEDEAO, impliquant l'interdiction de voyage des membres du CNRD ainsi que des membres de leur famille et le gel de leurs avoirs financiers ;
- l'appui de l'Union Africaine, de l'Union européenne, des Nations Unies, et des partenaires multilatéraux et bilatéraux pour la mise en œuvre desdites sanctions;
 - l'interdiction aux membres du CNRD d'être candidats à l'élection présidentielle ;
 - l'accompagnement de la CEDEAO dans la résolution rapide de la crise et la préparation des élections ;

10. La Conférence appelle l'Union Africaine, les Nations Unies ainsi que les partenaires au développement à endosser les décisions prises et à accompagner la restauration de l'ordre constitutionnel en République de Guinée.

11. Les membres de la conférence ont demandé au Président en exercice de visiter les Républiques de Guinée et du Mali dès que possible afin de notifier en personne les décisions de la Conférence.

12. La Conférence décide de rester saisie de cette question.

Sur l'évolution de la transition politique en République du Mali.

13. La Conférence demeure très préoccupée par la lenteur dans la préparation des élections prévues en République du Mali pour fin février 2022.

14. La Conférence réitère sa demande pour un respect strict du calendrier de la transition devant conduire à la tenue effective des élections dans le délai non négociable de février 2022. A cet effet, la Conférence demande aux autorités de la transition de soumettre au plus tard à la fin du mois d'octobre 2021, le chronogramme devant conduire aux étapes essentielles pour les élections de février 2022. Elle insiste que seules les réformes nécessaires pour la tenue des élections à la date indiquée devraient être mises en œuvre.

15. La Conférence décide de sanctions ciblées contre tous ceux dont les actions impactent négativement sur le calendrier de la transition tel qu'arrêté

par les Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO. Ces sanctions incluraient notamment l'interdiction de voyage pour ces personnes et leur famille et le gel de leurs avoirs financiers. A cet effet, la Conférence demande au Président de la Commission de la CEDEAO de compiler et soumettre la liste des individus et groupes d'individus concernés.

16. La Conférence condamne fermement les arrestations continues ainsi que l'incarcération de leaders politiques et anciens dignitaires par les autorités de la transition. Elle demande leur traitement judiciaire conformément à l'état de droit et au respect des droits de l'homme.

17. Au plan sécuritaire, la Conférence dénonce fermement la volonté des autorités de la transition d'engager des compagnies de sécurité privées au Mali et est très préoccupée par les conséquences certaines sur la détérioration de la situation sécuritaire au Mali et dans l'ensemble de la région.

Au titre du renforcement de la démocratie

18. Tenant compte des développements récents dans la région, la Conférence réaffirme que la consolidation de la démocratie et de la bonne gouvernance est essentielle pour le développement, la paix et la stabilité de la région. En conséquence, la Conférence instruit le Président de la Commission à initier le processus de réexamen du Protocole additionnel sur la démocratie et la bonne gouvernance de 2001 afin de renforcer la démocratie, la paix, et la stabilité dans notre région.

19. Les Chefs d'Etat et de Gouvernement expriment leur profonde gratitude à **S.E.M. Nana Addo Dankwa AKUFO-ADDO**, Président de la République du Ghana, Président en exercice de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO, pour son leadership dans la direction des affaires de la Communauté.

Fait à Accra, le 16 septembre 2021

LA CONFERENCE



Micro et Méso Finance au Togo

SOGEMEF ouvre une agence à Kpalimé

Le Président du Conseil d'Administration de la Société Générale de Micro et Méso Finance (SOGEMEF), SOUMARE Bira a procédé le jeudi 16 septembre 2021, à l'inauguration officielle d'une nouvelle agence de la SOGEMEF à Kpalimé une localité située à environ 120 km au Nord de Lomé).

● Bernard AFAWOUBO

Les portes de la nouvelle agence de la Société Générale de Micro et Méso Finance (SOGEMEF) implantée à Kpalimé ont été officiellement ouvertes le jeudi 16 Septembre 2021 par le président du conseil d'administration de ladite société, SOUMARE Bira. La cérémonie d'inauguration s'est déroulée en présence du Directeur général de la SOGEMEF AHADJI Sylvain Tev, du Maire de la commune de Kloto 1, de la Directrice de la Clientèle et de la Coopération de la SOGEMEF Basilia ZANKOU, et de Seyram Kodzo SATRO-ASSIMASSI (Président Directeur Fondateur de l'AHTK Manakel Consultung), dans le strict respect des mesures barrières édictées par le gouvernement togolais. A en croire SOUMARE Bira, Président du Conseil d'Administration de la SOGEMEF, la Société Générale de Micro et Méso Finance (SOGEMEF) est née de la conviction selon laquelle les petites et moyennes entreprises, ne sont pas suffisamment prises en compte dans l'offre des services financiers et qu'un meilleur accompagnement, permettraient à ces opérateurs économiques de contribuer plus efficacement au développement économique du pays. « Avec l'ouverture de cette nouvelle agence, SOGEMEF débute sa politique d'expansion de son réseau d'agence. Elle pourra ainsi aider à renforcer l'activité économique dans la ville de Kpalimé et dans les autres grandes villes du Togo, notamment Kara, Sokodé, Dapaong etc. » a déclaré SOUMARE Bira. « Notre ambition est de faire de la SOGEMEF, une institution crédible, celle qui accompagne les entreprises et les particuliers dans leurs différents besoins de financements en étant en phase avec l'évolution de notre société, notamment dans les secteurs traditionnels, mais aussi,



● Coupure du ruban symbolique

dans un secteur en pleine mutation, le digital », a-t-il indiqué. « La Méso Finance est un positionnement. Elle désigne un certain nombre de pratiques qui diffèrent de la micro finance classique et qui sont entre cette micro finance classique et la banque traditionnelle », a souligné Basilia ZANKOU, Directrice de la Clientèle et de la Coopération de la SOGEMEF. « Donc, la Méso Finance, c'est des pratiques, des moyens d'accompagner la clientèle, d'être à son écoute, et de lui proposer des produits adaptés. C'est les types même des produits que nous mettons à la disposition de cette clientèle-là et c'est également la manière dont nous répondons à cette clientèle », a-t-elle précisé. « Je suis très content d'être le tout premier client de cette institution financière qui s'ouvre à Kpalimé. Je viens de faire la première opération, j'ai ouvert un compte pour l'institut de formation que je dirige et un autre compte personnel », s'est-il réjoui Seyram Kodzo SATRO-ASSIMASSI (Président Direc-

teur Fondateur de l'AHTK Manakel Consultung), le tout premier client a ouvert un compte à SOGEMEF.

Les raisons du choix de Kpalimé

D'après le président d'administration de SOGEMEF, l'ouverture d'une agence dans la ville de Kpalimé n'est pas seulement commercial, mais le fruit de discussions engagées, d'intelligence partagée avec le maire de la commune de Kloto dans ses perspectives de développement de la ville de Kpalimé. Le choix de Kpalimé pour abriter cette agence est aussi motivé, par les grands projets et chantiers en cours de réalisation dans la ville dans plusieurs domaines, notamment la construction du Grand marché de Château, de la gare routière, l'aménagement et la réhabilitation des rues. Il a par ailleurs précisé que la région des Plateaux est le poumon agricole du pays en matière de cultures d'exportation. Kpalimé est le chef-lieu de la région qui regorge de richesses culturelles, artistiques et touristiques.



Togo / Justice

Des magistrats créent des tribunaux dans leur maison

Le président de la Cour suprême confirme dans une note de service ce qui, selon beaucoup, est un secret de Polichinelle : certains magistrats ont créé des tribunaux chez eux.

La magistrature reste un grand corps malade de la justice togolaise. Et ce n'est pas Abdoulaye Yaya qui démentira. Ce dernier, après sa récente attaque contre les juges corrompus, véreux, a rendu publique une note de service dans laquelle il menace les juges qui ont transformé leur maison en tribunaux et en églises. « Il nous est parvenu des informations vérifiées, avec preuves contenues dans des dossiers en notre possession, que certains magistrats ont ouvert des officines en leur domicile, tenant lieu d'appendices ou de tribunaux annexes », regrette le président de la Cour suprême du Togo, déplorant également que « D'autres magistrats ont ouvert des églises privées »



● Abdoulaye Yaya, président de la Cour suprême

dans leur lieu d'habitation au sein desquelles ils règlent des problèmes des justiciables moyennant « des espèces sonnantes et trébuchantes ». « Ces deux (02) pratiques hérétiques aux yeux de la loi et de la foi doivent immédia-

tement cesser, Faute de quoi, leurs auteurs répondront de leurs actes avec toute la vigueur des règles disciplinaires », menace le président du Conseil supérieur de la magistrature.

Avec icilome.com

AS Roma

L'attaque XXL de José Mourinho

Arrivé cet été à l'AS Roma, José Mourinho ne s'attendait sûrement pas à avoir aussi rapidement de tels résultats. Au-delà des points, les Giallorossi déploient un jeu séduisant et offensif qui impressionne tout particulièrement.

Sensation du début de saison en Italie, l'AS Roma de José Mourinho trônait en tant que leader avant le début de cette quatrième journée de Serie A. Avec 3 victoires en 3 matches de championnat (3-1 contre la Fiorentina, 4-0 contre Salernitana et 2-1 face à Sassuolo), les Transalpins comptent aussi deux victoires en barrages de la Ligue Europa Conférence face à Trabzonspor (2-1 et 3-0) ainsi qu'une en phase de poules contre le CSKA Sofia (5-1). Au-delà de ce sans-faute, soit 6 victoires en 6 matches, ce sont les prestations offensives du club de la Louve qui régaleront avec déjà 19 buts en 6 matches toutes compétitions confondues. Un domaine pour lequel José Mourinho était critiqué dans ses précédents clubs (Chelsea, Manchester United et Tottenham) avec un jeu souvent très défensif et basé sur les contres. Troquant le 3-4-3 de Paulo Fonseca pour un 4-2-3-1 très organisé où Bryan Cristante et Jordan Veretout forment un solide double pivot et où Rick Kars-



● Les joueurs de l'AS Roma célèbrent un but ©Maxppp

dorp et Matías Viña réalisent de belles choses dans les couloirs, l'AS Roma est portée par un quatuor d'attaque qui fait saliver. Recruté contre 40 millions d'euros, Tammy Abraham (23 ans) répond pour le moment présent avec 2 buts et 2 passes décisives en 5 matches. Derrière lui, Nicolo Zaniolo (22 ans) retrouve doucement ses sensations (1 but en 4 matches) et Henrikh Mkhitaryan (32 ans) a aussi bien commencé l'exercice (1 but et 2 passes décisives en 5 matches).

Lorenzo Pellegrini, l'homme fort de l'AS Roma de José Mourinho

Mais le joueur qui est le plus en forme pour le moment, c'est bien Lorenzo Pellegrini (25 ans). Capitaine du club de la Louve, celui qui a manqué l'Euro 2020 sur blessure est en train de prendre une tout autre dimension. Avec 5 buts et 2 passes décisives en 6 matches, il s'affirme comme le joueur clef de José Mourinho en ce début de saison. « Il peut tout faire. Si j'avais trois Pellegrini, je les laisserais tous jouer. C'est un joueur multifonctionnel, il peut s'adapter à différents rôles, même en 10. Contre la Fiorentina, Lorenzo a pu jouer sur le flanc droit. Il comprend l'idée de l'entraîneur, c'est un joueur intelligent » expliquait d'ailleurs le technicien portugais à l'encontre de son joueur phare. Avec trois profils créatifs derrière Tammy Abraham, José Mourinho dispose de joueurs essentiels pour apporter le danger en permanence dans la surface adverse.

Avec footmercato.net

Baromètres Togo

Principaux pays partenaires

Principaux clients (% des exportations)	2017
Burkina Faso	17,9%
Bénin	14,3%
Ghana	7,6%
Niger	6,4%
Inde	6,1%
Mali	5,7%
Côte d'Ivoire	5,5%
Nigéria	4,8
Emirats Arabes Unis	3,5%
Australie	3,2%%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Principaux fournisseurs (% des importations)

Principaux fournisseurs (% des importations)	2017
Chine	19,6%
France	10,8%
Japon	5,1%
Pays-Bas	5,0%
Ghana	4,1%
Inde	3,6%
Belgique	3,2%
Arabie Saoudite	3,2%
Allemagne	3,1%
Nigéria	3,0%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

https://import-export.societegenerale.fr/fr/fiche-pays/togo/indicateurs-croissance

Inspirés tous les jours par nos héros



AFRICA
First Assist

Pour vous, Partout

SAHAM Assistance devient Africa First Assist

L'expertise et le savoir-faire de **Africa First Assist** sont au service de tous les héros du quotidien.

www.africafirstassist.com

CMJN